

Altermondialisme : retour sur un grand projet

Enfant des Zapatistes et des immenses mobilisations contre les gouvernements néolibéraux des années 1990, le mouvement altermondialiste a approfondi l'action des mouvements populaires. Avec le Forum social mondial créé à l'initiative des mouvements brésiliens avec l'appui de réseaux de divers pays, le mouvement alter stimulé la critique de la « globalisation » néolibérale, en devenant un « anti-Davos ». Puis, progressivement, le mouvement est devenu le laboratoire d'une « autre » mondialisation tout en devenant l'affaire de milliers d'organisations dont certaines, en Amérique du Sud notamment, ont convergé dans de vastes coalitions sociales et politiques. Parallèlement, on a assisté au développement des mouvements anti-guerre, de la Marche mondiale des femmes, du réseau Attac, de Via Campesina, etc., ainsi que d'innombrables entreprises nationales, continentales et locales sur les cinq continents.

Les défis actuels : aller plus loin

Au début des années 2010, l'altermondialisme a connu un nouvel élan, notamment avec le « printemps arabe », le mouvement *Occupy* (Amérique du Nord) et les manifestations des « indignés » (Europe du sud). Entre-temps, la vague « rose » en Amérique du Sud s'est essouffée. Ailleurs, plusieurs mouvements populaires se sont heurtés à la résilience des dispositifs étatiques qui manipulent les outils de la répression avec le langage du racisme et de la xénophobie. Devant cela, plusieurs mouvements se retrouvent devant un néolibéralisme qui tente d'approfondir la dislocation des sociétés, de nier le défi environnemental et de relancer la guerre « sans fin ». Cependant, les mouvements disposent de forces organisées et d'une capacité de réflexivité favorisée par une culture du débat maintenant répandue.



Tout en gardant la tête haute (l'« optimisme de la volonté »), il faut bien examiner nos forces et faiblesses (le « pessimisme de l'intelligence »). Par exemple, le FSM doit se réinventer pour éviter une ritualisation qui a conduit d'autres réseaux internationaux dans le passé (les trois Internationales notamment) à l'épuisement.

Un projet : comprendre, explorer, enquêter

Pour comprendre davantage cette évolution, il importe d'enquêter davantage sur l'« état de santé » des mouvements populaires, et ce dans le but de lancer une discussion dès le début de 2016 qui aura lieu en divers lieux et étapes : lors du Forum thématique de Porto Alegre (janvier), lors d'un séminaire organisé par le Forum marocain des alternatives (FMAS) et le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES) à Casablanca (mai) et finalement, lors du Forum social mondial à Montréal (août). Les questions de départ sont les suivantes :

- Comment traduire les multiples projets d'émancipation en une grande convergence ?
- Comment intégrer les secteurs de luttes sans imposer des plateformes contraignantes ?
- Comment développer de nouvelles méthodologies pour aller au-delà des modèles antérieurs trop hiérarchiques, trop « blancs » et trop masculins ?

Vous voulez participer à cette enquête : contactez-nous ! (pbeaudet@uottawa.ca)

Les mutations de l'espace de l'émancipation

Les forces principales du mouvement ouvrier et socialiste, au-delà de leurs discours internationalistes et des critiques marxistes de l'État, ont participé à fétichiser le cadre de l'État-nation comme cadre principal. Ce qui a conduit à une double fétichisation : étatique et nationale. Ceux qui réactivent aujourd'hui, dans des tonalités aussi souvent nostalgiques, le cadre de l'État-nation

comme « solution » dans le moment néolibéral du capitalisme, alors que la place des États-nations a reculé dans la fabrication de la politique, oublie d'abord les logiques oppressives aussi à l'œuvre dans les institutions étatiques : logiques bureaucratiques et technocratiques, oligarchisation représentative et intersections avec les logiques capitalistes, notamment. Et ceux qui, dans la même inspiration, confondent « souveraineté nationale » et « souveraineté populaire » en faisant de l'État-nation le cadre quasi « naturel » de la démocratie oublient que nous avons affaire non pas à des « démocraties » à proprement parler, mais à des régimes représentatifs professionnalisés à idéaux démocratiques, qui ont d'ailleurs fortement contribué à inscrire le néolibéralisme dans la réalité depuis la fin des années 1970.

Philippe Corcuff est rédacteur à la revue Contretemps. Le texte est extrait de son texte « Attac et les questions stratégiques », publié sur son blog Corcuff.

L'Argentine après la vague rose

Nous sommes à la fin d'un cycle progressiste. L'élection a permis la victoire de la droite représentant la bourgeoisie privée (les entrepreneurs), contre la droite conservatrice que représente le péronisme. Le « kirchnérisme » avait incarné pendant une certaine période un programme progressiste, de centre-gauche, mais durant les dernières années, il a glissé vers l'hyper-présidentialisme et un discours purement idéologique qui a occulté une politique accordant des privilèges à une minorité via un système de corruption. Pour autant, je ne pense pas que nous allons revenir en arrière. Nous avons une société préparée, organisée, non disposée à avaler un projet néolibéral pur et dur. Nous avons des moyens, ainsi qu'une culture de la contestation, bien appuyée sur des médias sociaux, qui sont de plus en plus nécessaires. Par ailleurs, le kirchnérisme n'a pas dit son dernier mot, surtout qu'il est maintenant bien appuyé par des alliances avec de grandes corporations.

Maristella Svampa, professeure à l'Université de la Plata de Buenos Aires

L'élément déclencheur des manifestations depuis l'été dernier a été l'indignation au fait que les déchets ne sont même plus ramassés. Tout a commencé quand le contrat entre l'entreprise privée qui détient le monopole de ce travail et les municipalités de Beyrouth et d'autres villes environnantes est venu à terme. Depuis, les déchets s'empilent, ce qui menace la santé publique.

Les jeunes ont pris les rues en criant aux autorités : « vous puez » ! Ce mouvement social a maintenant acquis beaucoup de crédibilité. On le voit dans l'amplitude des manifestations où les gens sont de plus en plus nombreux, et plus seulement les jeunes. Parallèlement, le mouvement a réussi à passer par-dessus le sectarisme des partis, notamment ceux qui se partagent le pouvoir et qui tentent toujours d'instrumentaliser les revendications populaires à leur avantage.

En fin de compte, le mouvement cherche à échapper à la politisation artificielle inscrite dans le système politique et la répartition du pouvoir entre divers groupes confessionnels. Pour autant, le mouvement reste hétérogène, avec des composantes politiques et sociales diverses, de droite et de gauche, venant de diverses régions et sectes. Pour le moment, le consensus est à l'effet de préserver l'unité et la capacité de continuer les avancées réalisées depuis quelques mois en se focalisant sur la crise des égouts, pour le moment en tout cas. Il serait prématuré de parler d'un « printemps libanais ». Il faut savoir que d'autres « printemps arabes » ont dérapé à cause de l'intervention des régimes corrompus et répressifs et du manque de vision et de clarté chez les forces populaires alternatives. Les protestations doivent s'organiser pour compléter le changement.

Au Liban pour y arriver, il faudra surmonter davantage les divisions et la tendance à considérer les intérêts de tel ou tel groupe au-dessus des autres et élaborer une vision globale et des objectifs communs suite à des débats inclusifs et démocratiques.

Ziad Abdel-Samad, coordonnateur du Réseau des ONG arabes basé à Beyrouth

Les nouveaux mouvements sociaux ont tous une spécificité nationale, que ce soit une lutte contre la dictature, contre l'austérité ou contre la privatisation de l'éducation. Ils sont déterminés par des terrains politiques nationaux, qui présentent des traits régionaux – Europe du Sud, Moyen-Orient, Amérique latine, Asie du Sud-Est, etc. Pourtant, dans le même temps, ces mouvements sont également connectés à l'échelle mondiale, que ce soit par les médias sociaux ou des ambassadeurs itinérants. Même si leur cadre de référence est généralement national, ces mouvements sont devenus une source d'inspiration les uns pour les autres. Deuxièmement, ils partent d'une inspiration commune, l'idée que la démocratie électorale a été prise en otage par le capitalisme, ou plus précisément le capital financier. Troisièmement, les mouvements rejettent la démocratie formelle pour adopter la démocratie directe, parfois appelée « politique préfigurative », ce qui implique d'apporter une unité et une vision plus large à ces luttes autonomes et souvent isolationnistes. Quatrièmement, bien que les connexions virtuelles aient été très utiles, ces mouvements ont rendu l'ancrage dans des espaces concrets encore plus nécessaire. Pour être efficace, la communication virtuelle a besoin de son complément – les points de rassemblement dans l'espace public –, Zuccotti Park à New York, la place Catalunya à Barcelone, la place Tahrir au Caire, etc. Ces points de rassemblement sont cruciaux pour établir des communautés denses et créatives et pour imaginer des actions nouvelles et inédites. Enfin, et cinquièmement, l'occupation des espaces publics a rendu les mouvements sociaux vulnérables à une répression sévère de la police et de l'armée. Cette répression est cohérente avec la destruction généralisée du public et la valorisation du privé, mais elle a suscité un jeu du chat et de la souris entre les mouvements et la police. Ces mouvements ne vont pas disparaître. Ils sont une forme de « protestation liquide » qui ne disparaît ici que pour réapparaître ailleurs. On doit les considérer comme partie d'un mouvement mondial connecté, relié par les médias sociaux qui fournissent les outils d'une réorganisation et d'une flexibilité permanente.

Michael Burawoy est sociologue et militant des mouvements sociaux à Los Angeles. Le texte est extrait d'une communication présentée au séminaire organisé par Attac en septembre 2014.

Le 31 mai 2013, une manifestation locale contre la destruction d'un parc public au cœur d'Istanbul (Parc Gezi) a évolué en un cycle de protestation antigouvernementale à une échelle nationale sans précédent dans l'histoire moderne de la Turquie. Au cours de quelques semaines, plus de 2,5 millions de personnes ont occupé les lieux publics dans 79 villes, où la violence de la police a causé plus de 7 500 blessés et 5 morts. La force motrice des mobilisations se composait de travailleurs salariés et d'étudiants des classes populaires dans leur majorité. Inspiré par le mouvement du Printemps arabe. Ce mouvement a fait un large usage de médias sociaux et adopté le répertoire d'occupation d'espaces publics qui sont symboles de l'inégalité sociale et économique. Parallèlement, les manifestants ont recouru aux modes de prise de décision participative démocratique à travers des forums de quartiers où ont été élaborées des stratégies pour la critique du gouvernement, la mise en place d'alliances avec les mouvements sociaux, la transformation démocratique de la vie quotidienne, et la formulation des solutions concernant les besoins des quartiers. En Turquie, la restructuration néolibérale du milieu urbain pour assurer l'accumulation du capital ne repose pas seulement sur des politiques économiques. Les projets urbains du gouvernement et la construction de centres commerciaux et de mosquées consistent en effet des efforts de mise en avant d'une société marchande justifiée autour des codes culturels spécifiques qui s'efforcent d'effacer les oppositions de classes. Au-delà de la mobilisation fragmentée et centralisée sur des questions particulières, l'expérience de la Turquie démontre que l'émancipation sociale passe par une appréciation critique et holistique des origines politiques, économiques et culturelles de la société marchande. L'expérience de la Turquie confirme que les luttes populaires démocratiques ne découlent pas d'une inexistence de « leadership » en forme de spontanéité pure. Ces luttes sont construites sur la base d'une myriade de formes de leadership qui érigent des alliances entre médias alternatifs, intellectuels progressistes et groupes d'admirateurs de football, sans nier la contribution majeure des partis politiques et des organisations de masse de gauche expérimentées et disciplinées.

Efe Can Gürcan et Efe Peker sont doctorants à l'Université Simon Fraser (Vancouver).